

# TRACES

## IL Y A QUARANTE ANS, LA GUERRE DU KIPPOUR UNE GUERRE POUR RIEN ?

*Assis sur leur victoire de la « guerre des Six Jours », les dirigeants israéliens étaient persuadés que les Arabes devaient fatalement négocier s'ils voulaient récupérer une partie des territoires perdus. Sourds à toutes les informations reçues, ils ne croyaient pas à une attaque arabe. L'offensive syro-égyptienne de 1973 fut donc une totale surprise.*

*Le facteur de surprise permit des avancées militaires notables, mais ne pouvait jouer que temporairement sur un adversaire plus fort, et la réalité du rapport de forces ne tarda pas à se retourner en faveur d'Israël. Américains et Soviétiques qui ne voulaient pas se laisser entraîner dans le conflit négocièrent les termes d'un cessez-le-feu adopté comme résolution 338 par les Nations unies. Sadate évita l'humiliation de voir son armée anéantie et s'orienta progressivement vers une alliance avec les États-Unis.*



# **IL Y A QUARANTE ANS, LA GUERRE DU KIPPOUR UNE GUERRE POUR RIEN ?**

**CLAUDE CARTIGNY \***

**L**e 6 octobre 1973, à 14 heures, une double offensive simultanée égyptienne et syrienne prenait par surprise les Israéliens et bousculait leurs défenses sur la rive orientale du canal de Suez et sur le plateau du Golan, où elles étaient établies depuis la fin de la guerre des Six Jours en juin 1967. C'était en quelque sorte l'inverse de la situation de 1967, quand tout le monde s'attendait depuis plusieurs semaines à une guerre imminente. Cette troisième guerre israélo-arabe qui allait durer 18 jours sera appelée guerre du Kippour en Israël et généralement dans les pays occidentaux et guerre d'Octobre en Égypte, où elle est toujours commémorée de nos jours comme un fait d'armes symbolisant le retour de la fierté arabe retrouvée après la lourde défaite de 1967.

Le choix par les dirigeants égyptiens et syriens du 6 octobre contribua beaucoup à cet effet de surprise. C'était le jour du Grand Pardon. Il n'y avait ce jour-là pratiquement personne dans les rues et pas de circulation. La population israélienne se trouvait soit chez elle à célébrer la fête en famille, soit rassemblée dans les synagogues. Paradoxalement, cela facilita la mobilisation des permissionnaires et des réservistes, car les autorités militaires étaient certaines de les trouver tous à domicile ou dans les lieux de culte. La circulation des véhicules militaires dans tout le pays se trouva elle aussi facilitée. Autre élément de surprise, les pays arabes étaient dans la deuxième semaine du ramadan et la direction politico-militaire israélienne était absolument persuadée que jamais ils n'attaqueraient pendant cette période de jeûne et que les lignes du cessez-le-feu de 1967 resteraient parfaitement calmes pendant tout le mois du ramadan.

## **Le mythe de l'invincibilité de Tsahal**

L'effet de surprise n'était pas lié qu'au seul choix de la journée, mais répondait aussi à des facteurs plus profonds.

---

\* HISTORIEN-GÉOGRAPHE.

Après la guerre des Six Jours, la rapidité de la victoire avait créé chez les dirigeants israéliens un sentiment d'euphorie et de contentement de soi confinant à l'aveuglement. Ils s'étaient forgés la conviction que « les Arabes » avaient reçu une telle « leçon » que jamais plus ils n'oseraient les attaquer. Tsahal était convaincue de sa toute-puissance.

De plus, la guerre avait multiplié par trois les territoires contrôlés par Israël. L'État hébreu avait occupé sans coup férir Jérusalem-Est et la Cisjordanie (prises sur la Jordanie), le Sinaï jusqu'à la rive orientale du canal de Suez (pris sur l'Égypte) et le plateau du Golan syrien surplombant la vallée du Jourdain. Israël avait ainsi acquis un remarquable glacis protecteur tel qu'on croyait alors qu'Israël serait ainsi à l'abri des combats. Les dirigeants israéliens croyaient fermement que dans ces conditions les pays arabes qu'ils avaient si facilement défaits en 1967 ne possédaient plus depuis lors d'aucune option militaire. Israël avait démontré qu'il pouvait les battre séparément ou ensemble, dans tous les cas de figure.

200

En outre, la direction israélienne nourrissait à l'égard des Arabes ce que le ministre des Affaires étrangères, Abba Ebban, avait dénoncé comme étant un « mépris ethnocentrique », c'est-à-dire finalement quelque chose de très proche du racisme. Les faiblesses du monde arabe, révélées par sa défaite de 1967, étaient souvent considérées à Tel-Aviv comme des faiblesses « innées », liées à une « culture inférieure » du monde arabe. Les Arabes étaient jugés incapables de mener une guerre moderne. Le ministre de la Défense, le général Dayan, pensait de son côté que les états arabes seraient bien obligés tôt ou tard de négocier s'ils voulaient récupérer ne serait-ce qu'une partie des territoires qu'ils avaient perdus en 1967, vu l'impossibilité pour eux de les récupérer par la force. Pour le général, il n'y avait qu'à attendre « le coup de fil des Arabes ». Il semblait vouloir ignorer que le sommet arabe de Khartoum avait, en septembre 1967, décidé de la politique des trois « non », non à la paix, non à la négociation et non à la reconnaissance d'Israël tant que les territoires perdus en 1967 ne seraient pas restitués.

Dans ce climat d'euphorie et d'invincibilité, des signaux sérieux avaient été négligés. Hashraf Marwan, gendre de Nasser, proche collaborateur de Sadate et accessoirement, depuis 1969, « homme de confiance » rétribué du Mossad, avait prévenu à trois reprises depuis avril 1973 des préparatifs militaires en cours en Égypte, en vain. Le 25 septembre 1973, le roi Hussein de Jordanie s'était rendu secrètement à Tel-Aviv pour informer le Premier ministre Golda Meïr de l'imminence d'une attaque syro-égyptienne. En vain également. Il n'avait pas été pris au sérieux. L'aveuglement devant des mises en garde que l'on ne veut pas voir est un phénomène assez

fréquent dans l'histoire, et les Israéliens ne sont ni les seuls ni les premiers à en avoir fait les frais. Les dirigeants israéliens vivaient ainsi sur un certain nombre d'idées fausses. Ils sous-estimaient la profondeur de l'humiliation des Arabes. Pour ces derniers, il n'y aurait pas de négociation s'il n'y avait pas au préalable un changement du *statu quo* territorial issu de la guerre de 1967. Compte tenu de l'intransigeance israélienne sur ce point, repasser par la guerre apparaissait pour les dirigeants égyptiens et syriens comme une étape obligée.

### **La guerre d'usure**

La période séparant les deux guerres de 1967 et 1973 n'avait pas été, loin s'en faut une ère de calme et de tranquillité. Les historiens la désignent aujourd'hui sous le terme de « guerre d'usure ». Les nouvelles frontières d'Israël agrandi des territoires occupés avec ses principaux adversaires arabes de la région avaient donné lieu à une véritable guerre d'attrition, grosse consommatrice en hommes et en matériel. Les théoriciens militaires décrivent ce genre de situation comme un « conflit de basse intensité », dont les enjeux et les combats demeurent limités dans leur intensité et leur expansion géographique, mais qui n'en sont pas moins meurtriers et destructeurs.

201

Cette guerre d'usure fut marquée par des actions militaires sporadiques mais très violentes : attentats commis par les organisations de résistance palestiniennes (un nouvel acteur dans le conflit depuis 1967), incursions de commandos, raids aériens parfois profonds au-dessus du territoire ennemi, combats aériens, duels d'artillerie entre armées régulières, etc. Cette guerre a sévi en particulier entre 1967 et 1970 sur les lignes du cessez-le-feu, canal de Suez et abords du Golan, sans entraîner de changement à ces lignes. Ce fut donc aussi une guerre assez statique, mais qui n'en menaçait pas moins de dégénérer à tout moment en conflit régional.

Les premiers accrochages sur le front égyptien, de part et d'autre du canal de Suez, ont commencé trois semaines après la fin de la guerre des Six Jours. Sur la rive orientale, les Israéliens ont construit les fortins de la ligne dite « Bar Lev ». Une seconde ligne de défense est édifiée dans le Sinaï dix kilomètres en arrière du canal. C'était la première fois que l'armée israélienne était contrainte d'adopter une posture défensive.

Sur le front jordanien, la vallée du Jourdain devient elle aussi un champ de bataille. Sur ce front, Tsahal commence à découvrir la résistance palestinienne, notamment l'OLP de Yasser Arafat. À l'aube du 21 mars, des unités d'infanterie et une colonne de chars

déclenchent l'opération « Enfer » contre le camp de réfugiés de Karameh où Arafat avait établi son PC. L'opération, mal préparée, tourne court ; les blindés s'enlisent dans le sable et deviennent des cibles faciles pour l'artillerie jordanienne qui, contrairement aux certitudes israéliennes, s'oppose vigoureusement à l'incursion de Tsahal. Cette dernière laisse 28 morts sur le terrain. Les photos des carcasses calcinées de chars israéliens font le tour du monde. Pour les Palestiniens, Karameh devient un symbole, presque un mythe.

Sur le front du canal, les Égyptiens avaient entamé une véritable guerre de positions. Après avoir, grâce à l'aide soviétique, reconstitué rapidement leur armée – détruite à 80 % en 1967 – ils lancèrent dès septembre 1968 une campagne de pilonnage des positions de la ligne Bar Lev. À partir de la fin 1969, les Israéliens répliquèrent par une politique de bombardement en profondeur, rendue possible par la livraison des avions Panthom F-4 américains. Désormais, ils ne devaient plus se limiter à des opérations dans la zone du canal, mais ils pouvaient atteindre le cœur de l'Égypte et bombarder les abords du Caire ainsi que des objectifs situés dans la vallée du Nil. Dès lors, le conflit limité pouvait à tout instant dérapier vers une conflagration régionale, voire une crise internationale, compte tenu du jeu des alliances.

202

Une telle situation était aussi propice à la multiplication des « bavures » et des « dommages collatéraux » aux frais de la population civile. Le 12 février 1970, un Phantom lâcha ses bombes sur une aciérie dans la banlieue du Caire, faisant plus de 170 victimes. Cette campagne de bombardement en profondeur entraîna des pertes sensibles dans l'armée de l'air israélienne. Il faut ici mentionner le rôle capital joué par l'aide soviétique qui, en rétablissant l'équilibre des forces, conduisit Israël à renoncer à son plan initial de bombardement des forces terrestres égyptiennes. Depuis la révolution nassérienne, les Soviétiques avaient peu à peu considéré l'Égypte comme leur principale alliée dans le tiers-monde. Celle-ci avait reçu une aide matérielle, militaire, économique et politique considérable. Après la guerre des Six Jours, le potentiel égyptien avait été rapidement reconstitué et amélioré par les livraisons de matériels modernes qui n'avaient pas jusqu'alors été exportés. De janvier à juillet 1970, le nombre de conseillers militaires soviétiques passa de 2 500 à 12 000, dont 8 000 pour opérer les rampes de missiles anti-aériens SAM, et 120 pilotes de MIG destinés à patrouiller dans la zone du canal. La densité de la défense anti-aérienne dans ce secteur conduisit en juillet à la perte de précieux Phantoms. Les batteries de missiles installées par les Égyptiens sur la rive occidentale du canal fournissaient la couverture aérienne qui avait cruellement manqué en 1967 et qui allait se révéler bien utile lors de la guerre d'octobre 1973 en procurant aux forces égyptiennes un véritable

parapluie antiaérien. L'armée de l'air israélienne ne trouva jamais de parade aux missiles SAM.

C'est dans ce contexte qu'intervint le cessez-le-feu du 7 août 1970 ; il introduisit une trêve de trois mois renouvelable et un engagement à maintenir le *statu quo* sur une bande de terrain de 50 km de profondeur de part et d'autre du canal. Cet accord stabilisa la situation sur le front égyptien et fut régulièrement prolongé jusqu'au conflit de 1973, chacune des parties en tirant profit pour consolider sa position, notamment du côté égyptien.

Du côté israélien, on ne tira guère de leçons de l'ensemble de cet épisode de guerre d'usure. Tsahal s'est retranchée dans la défensive et s'est laissé dicter les règles du jeu par l'ennemi. Les généraux Peled et Weizman restaient isolés lorsqu'ils qualifiaient de guerre d'usure la « seule guerre qu'Israël n'ait pas gagnée ». Selon les historiens M. Schattner et F. Schillo, « ni le gouvernement, ni l'état-major ni la population n'auront tiré les leçons de cette confrontation de mille jours ».

## Les ambiguïtés de Sadate

N'ayant pas tiré les leçons de leurs revers pendant la guerre d'usure, les dirigeants israéliens restèrent également immobiles au plan diplomatique. Ils avaient gagné en 1967 et ne voyaient pas pourquoi ils accepteraient par voie négociée un changement à un *statu quo* territorial qui leur était si favorable.

Pourtant, de son côté, Anouar El-sadate, qui avait succédé à Nasser, avait pris ses distances par rapport aux trois « non » de 1967. Le 4 février 1971, Sadate avait proposé un cessez-le-feu de 6 mois renouvelable durant lequel le canal serait rouvert à la navigation si Israël acceptait de se retirer de la zone du canal et autorisait les Égyptiens à rétablir une tête de pont sur la rive orientale. Dans une interview à *Newsweek* du 22 février, Sadate avait précisé que l'évacuation des territoires occupés pourrait conduire à une paix reconnaissant tous les États de la région, y compris Israël. La proposition reçut à Tel-Aviv un accueil glacial. Sadate en conclut que, décidément, seul le recours à la force pouvait permettre de récupérer, au moins en partie, les territoires perdus en 1967.

Selon les deux historiens déjà cités, « la thèse selon laquelle le conflit aurait pu ne pas avoir lieu si les deux parties avaient accepté de faire des compromis [...] a été fréquemment émise ». Si Israël avait accepté des concessions en 1971 au moment de l'offre de Sadate, il est en effet possible que la guerre du Kippour ait pu être évitée.

Un an plus tard, Sadate provoquait un séisme politique en décidant l'expulsion des 12 000 conseillers militaires soviétiques.

Il prenait ainsi totalement le contre-pied du traité d'amitié conclu avec l'URSS en juin 1971 pour 15 ans. Commençait à se former ainsi dans l'esprit de Sadate l'idée selon laquelle la clé du conflit israélo-arabe se trouvait à Washington. Cette conception ne révéla toutes ses conséquences que dans l'après 1973 mais était déjà présente en 1971-1972. En prenant cette décision, Sadate avait sans aucun doute voulu montrer sa « disponibilité » à l'égard de Washington et sa volonté de se rapprocher des États-Unis. En effet, il allait ainsi dans le sens de la politique moyen-orientale d'Henry Kissinger, qui visait justement à éliminer l'influence soviétique de la région. L'importance de cette décision d'expulsion fut mésestimée à l'époque. Du côté d'Israël et des États-Unis, on y vit dans l'immédiat un affaiblissement de la position égyptienne et une preuve supplémentaire que l'Égypte était incapable de recourir à la guerre.

204

En fait, cela n'atténua pas la détermination égyptienne à passer bientôt à l'offensive. Sadate avait expulsé les conseillers soviétiques précisément parce que l'URSS ne voulait pas de nouvelle guerre. Elle était elle aussi hostile au *statu quo* instauré après la guerre de 67, mais elle n'envisageait de le remettre en cause que par la négociation et l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité. Malgré ce revers diplomatique, l'URSS continua ses livraisons d'armes à l'Égypte pour maintenir l'équilibre des forces. Quand la guerre éclata en octobre 1973, elle fit savoir que ceux de ses conseillers encore présents ne participeraient pas aux combats. Dans les derniers jours de septembre, les conseillers et les diplomates soviétiques évacuèrent leurs familles. Encore un signe que les dirigeants israéliens ignorèrent.

## Une grave crise internationale

Le détail des opérations militaires est bien connu et a été maintes fois décrit. Les troupes égypto-syriennes passèrent à l'offensive le 6 octobre à 14 heures. Le choix de l'heure constituait lui aussi un élément de surprise. Les guerres non déclarées commencent généralement la nuit ou à l'aube, jamais à 14 heures. Les dirigeants égyptiens et syriens avaient tous deux des objectifs limités : prendre pied dans le Sinaï pour les uns, reprendre les hauteurs du Golan pour les autres.

Sur le front égyptien à l'ouest, les troupes de Sadate franchirent le canal de Suez et s'emparèrent de la ligne Bar Lev ; au soir du 6, 5 divisions, soit 60 000 hommes, avaient pris pied sur la rive orientale du canal. Sur le front nord, commandos et chars syriens réoccupèrent le plateau du Golan. Les premiers jours du conflit virent une série de succès arabes et de revers israéliens. Cette



situation nouvelle provoqua dans l'ensemble du monde arabe un sentiment de fierté et de revanche sur la défaite de 1967 qui perdure encore de nos jours. Toutefois, à partir du 14 octobre sur le front égyptien et dès le 8 sur le front syrien la situation militaire commença à se renverser. Le facteur de la surprise ne pouvait jouer que temporairement sur un adversaire fort et la réalité du rapport des forces ne tarda pas à se retourner en faveur d'Israël.

Une telle crise ne pouvait qu'avoir des répercussions internationales. Le 9, les Soviétiques avaient entamé un pont aérien d'armement pour essayer de maintenir la balance en faveur de Sadate. Les Américains envoyèrent de leur côté, également par voie de pont aérien, des munitions, des chars et de l'artillerie à Israël. Tout cela se déroulait sur un fond de rumeurs selon lesquelles Israël pourrait utiliser quelques armes nucléaires de son arsenal pour se rétablir militairement.

Les Soviétiques étaient fortement intéressés par un cessez-le-feu rapide, car ils savaient que plus la guerre durait, plus elle risquait de tourner à l'avantage de l'État hébreu, et, par conséquent, plus le risque devenait grand de voir Sadate réclamer une intervention soviétique directe pour prévenir une nouvelle défaite. Or, à Moscou, on n'avait aucune envie de se retrouver dans une telle situation. À Washington, échaudé par l'embargo pétrolier décrété par l'OPEP à l'initiative des Saoudiens, on souhaitait également un cessez-le-feu. Conformément au traité américano-soviétique de 1972, Brejnev s'adressa donc au président Nixon pour lui demander d'envoyer Kissinger à Moscou le 21 octobre. Ils se mirent alors d'accord sur le texte de ce qui allait devenir la résolution 338 du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité le 23 octobre, qui prescrivait un cessez-le-feu immédiat suivi de négociations.

Plusieurs circonstances furent alors réunies pour créer un climat de crise internationale. À Washington, la crise du Watergate battait son plein. Le « Saturday Night Massacre » vit la démission de plusieurs hauts fonctionnaires du département de la Justice qui protestaient ainsi contre l'attitude pleine de défi de la Maison-Blanche. Pendant les heures les plus critiques de la crise, Nixon était ivre. On ne le consulta ni ne l'informa. Après le second message de Brejnev le 24 octobre, on ne chercha même pas à le réveiller. La décision en matière de politique extérieure fut prise en main par Kissinger et le général Haig, alors chef d'état-major de la Maison-Blanche, dès l'aube du 25.

Kissinger joua un rôle assez trouble. Il encouragea en sous-main les dirigeants israéliens à ne pas se hâter d'appliquer le cessez-le-feu. En effet, à la suite de sa contre-offensive, l'armée israélienne avait repris le dessus et n'était pas pressée d'appliquer le cessez-le-

feu. En particulier, la 3<sup>e</sup> armée égyptienne se trouvait encerclée sur la rive occidentale du canal par les troupes du général Sharon, et celui-ci comptait bien l'anéantir. Pour cela il avait besoin de gagner un peu de temps.

Les Soviétiques quant à eux se sentirent dupés. Sauver la 3<sup>e</sup> armée de la destruction était devenu pour eux un enjeu. Ils voulaient éviter à Sadate – un allié pourtant si peu fiable – une nouvelle humiliation. Au soir du 24 octobre, Brejnev envoya un message à Nixon dans lequel il plaidait pour « agir ensemble » pour faire respecter le cessez-le-feu, faute de quoi l'Union soviétique « entreprendrait des mesures appropriées de façon unilatérale ». Le tandem Haig-Kissinger crut ou fit mine de croire à la menace d'une intervention militaire directe de l'URSS dans le conflit. Sans en référer à Nixon, ils firent passer le dispositif militaire américain dans le monde en *Defense condition III* (defcon-III), le plus haut degré d'alerte avant la guerre réelle. Cela n'était plus arrivé depuis la crise de Cuba en 1962. Les Soviétiques décidèrent de ne pas répondre du tout à cette mise en alerte. « Nixon est trop nerveux, estima Brejnev, laissons-le se calmer ». En même temps, il chargea son ambassadeur à Washington, A. Dobrynine, d'assurer à Nixon et Kissinger que l'Union soviétique n'avait jamais envisagé d'intervention militaire, et également de lui faire remarquer que l'utilisation de menaces nucléaires était contraire à l'esprit de la détente entre les deux grandes puissances. Le recours à d'éventuelles mesures « unilatérales » n'avait été mentionné que pour rassurer les Égyptiens et faire pression sur les Américains et les Israéliens pour qu'ils respectent la résolution 338, en aucun cas une participation militaire directe n'avait été envisagée. Toutefois, seize ans plus tard, Dobrynine estima que la mention de l'unilatéralisme avait « électrisé » les Américains et avait été « une erreur ».

206

À ce moment, l'encre du traité soviéto-américain de juin 1973 sur la prévention de la guerre nucléaire était à peine sèche. Le recours brutal à des méthodes de guerre froide lors de la première crise montrait à quel point le processus de détente engagé avec l'administration Nixon en 1969 était fragile, contrairement à ce que croyaient à l'époque les Soviétiques, pour qui la détente était quelque chose d'irréversible. L'évolution des choses jusqu'à la fin de la décennie allait démentir leur optimisme. Les forces antidétente furent renforcées aux États-Unis par cette crise et elles poursuivirent leur travail de sape.

Pour l'heure, le message transmis par Dobrynine permit une désescalade et le cessez-le-feu fut effectif et respecté le 27 octobre à 13 heures. Un accord de désengagement des troupes fut conclu le 11 novembre, et Sadate put éviter l'humiliation de voir la 3<sup>e</sup> armée

anéantie. Sous la houlette de Kissinger et de sa diplomatie dite des « petits pas » fut signé le 18 janvier 1974 l'accord dit « Sinaï I ». Il s'inspirait déjà du principe de la paix contre des territoires. Les forces israéliennes se retiraient de la rive orientale du canal sur une profondeur de 10 km et l'armée égyptienne pouvait réoccuper cette zone libérée de la rive orientale. Cet accord ressemblait à s'y méprendre à l'initiative de paix de Sadate de février 1971 ; la guerre du Kippour n'aurait-elle été qu'une guerre pour rien ?

La guerre produisit en Israël une vague de démissions, à commencer par Golda Meïr qui abandonna le pouvoir en avril 1974. La diplomatie américaine prit le pas dans cette région du monde, en exploitant au maximum le retournement d'alliance opéré par Sadate. On s'achemina vers un processus de paix séparée visant à réduire encore l'influence soviétique et à détacher l'Égypte du reste du monde arabe, avec les accords de Camp David de 1979. Quarante ans plus tard, les problèmes fondamentaux du conflit israélo-arabe demeurent sans solution.

### **Bibliographie sommaire**

- Marius Schattner, Frédérique Schillo, *La guerre du Kippour n'aura pas lieu*, Paris, André Versaille, 2013.
- Melvin Leffler, Odd Arne Westad, *The cold war*, volume II, Cambridge University Press, 2010.

N° 121

Anne Jollet, Le mot de la rédaction

**Dossier :**  
**POURQUOI L'HISTOIRE GLOBALE ?**

Coordonné par Chloé Maurel

- *Chloé Maurel*, Introduction
- *Christophe Charle*, Jalons pour une histoire transnationale des universités
- *Katja Naumann*, L'enseignement de l'histoire mondiale aux États-Unis avant William McNeill et son premier ouvrage *The Rise of the West* (1963)
- *Matthias Middell*, L'histoire mondiale/globale en Allemagne
- *Akira Iriye*, Réflexions sur l'histoire globale et transnationale
- *Thomas G. Weiss*, Histoire globale et organisations internationales
- *Chloé Maurel*, Le tournant global de l'histoire.  
Récents développements en histoire globale dans le monde

**Chantiers**

- *Sharon Marcus*, Homosexualité et vie intime en Angleterre à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle
- *Christophe Poupault*, Travail et loisirs en Italie fasciste.  
Le système corporatif et l'encadrement des masses laborieuses vus par les voyageurs français

**Métiers**

**Transmettre l'Histoire**

- *Jean Duma*, Hommage à Pierre Goubert

**Aux sources de l'Histoire**

- *Jean-Philippe Legois*, Des archives orales pour une histoire sociale de l'enseignement supérieur contemporain en France

**Débats**

- *Guy Lemarchand*, Marxisme et histoire en France depuis la Deuxième Guerre mondiale [Partie II]

**Actualités**



Le N° : 17 €